ROYAL UCCLE SPORT THC. ASBL

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

CHAPITRE I : MEMBRES

Art. 1 : Admission

Toute demande d'admission comme membre effectif doit être adressée par écrit au secrétaire général.

Après examen, le conseil d'administration la soumet à l'assemblée générale qui admet par décision réunissant au moins la moitié des voix présentes ou représentées.

Toute demande comme membre adhérent sympathisant doit être adressée par écrit au conseil d'administration.

Celui-ci admet par décision réunissant au moins la moitié des voix présentes ou représentées.

Toute demande d'admission comme membre adhérent joueur doit être adressée par écrit au comité de la section sportive concernée.

Celui-ci admet par décision réunissant au moins la moitié des voix présentes ou représentées.

Les décisions de refus d'admission sont prises souverainement, sans qu'il puisse être demandé de justification ni avoir lieu à dommages et intérêts.

Le fait d'adresser une demande d'admission implique, pour le candidat membre, la connaissance des statuts et du règlement d'ordre intérieur de l'ASBL ROYAL UCCLE SPORT T.H.C. et l'acceptation complète et sans réserve de leurs différentes prescriptions.

Art. 2 : Trésorerie

D'une façon générale, nul ne peut faire partie de l'assemblée, du conseil d'administration, du comité directeur, d'un comité sportif ou autre, ou d'une commission, ni accomplir un acte quelconque de membre, s'il n'est en règle avec la trésorerie.

Art. 3 : Démission, suspension et exclusion

Tout membre effectif peut présenter sa démission en adressant sa demande par écrit au secrétaire général.

Après examen, le conseil d'administration la soumet à la plus prochaine assemblée générale qui statue par décision réunissant au moins la moitié des voix présentes ou représentées.

Est considéré comme démissionnaire d'office, le membre effectif ou le membre adhérent, joueur ou sympathisant, qui ne paie pas la cotisation annuelle qui lui incombe dans le mois du rappel adressé par lettre recommandée.

L'assemblée générale peut également suspendre ou exclure un membre effectif, en indiquant les motifs.

Tout membre effectif dont la suspension ou l'exclusion est proposée est invité, sans droit de vote, à se faire entendre en ses moyens de défense par l'assemblée générale. A cette fin, une convocation lui est adressée par lettre recommandée, quinze jours à l'avance au moins.

La décision de suspension ou d'exclusion ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

La suspension ou l'exclusion d'un membre adhérent relève de la compétence du conseil d'administration, s'il s'agit d'un membre sympathisant, ou du comité de la section sportive concernée, s'il s'agit d'un membre joueur, l'un et l'autre statuant à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

Le membre effectif ou adhérent, démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou les ayants droit d'un membre décédé, n'ont aucun droit sur le fonds ou l'avoir social.

Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé ni reddition de comptes ni apposition de scellés ni inventaire.

CHAPITRE II : ASSEMBLEES GENERALES

Art. 4

L'assemblée générale est convoquée en séance extraordinaire chaque fois que le conseil d'administration le juge nécessaire ou lorsqu'un cinquième des membres effectifs en fait la demande.

Tant en assemblée générale ordinaire qu'en assemblée générale extraordinaire, il ne peut être voté sur des questions ne figurant pas à l'ordre du jour, sauf accord unanime des membres effectifs présents.

Les assemblées générales ordinaires sont annoncées au moins trente jours avant leur date.

Les membres peuvent faire inscrire une question à l'ordre du jour, à condition d'en faire la demande par écrit au secrétaire général, au moins dix jours avant l'assemblée générale.

Ils y joignent un exposé succinct mais clair.

Les membres effectifs, en règle de cotisations au plus tard dix jours avant l'assemblée générale, disposent du droit de vote et peuvent intervenir.

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration.

En cas d'empêchement du président, il est remplacé par la personne qui exerce depuis le plus longtemps la fonction de membre du conseil d'administration.

Le membre le plus âgé est désigné en cas d'égalité d'années de fonctions.

CHAPITRE III : CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art.5 : Mission

Le conseil d'administration a pour mission l'administration générale de l'association, la surveillance et la coordination des actions des différents organes et commissions, la représentation de l'association et toute mission qui incombe généralement à un conseil d'administration.

Art. 6 : Candidature

Toute candidature au conseil d'administration doit être adressée par lettre recommandée au secrétariat général, dix jours au moins avant l'assemblée générale.

Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.
Ils remplissent leur mandat à titre gratuit.

Art. 7 : Convocation et délibération

Le conseil d'administration est convoqué, à l'initiative du président, par le secrétaire général chaque fois qu'il est nécessaire et en tous cas avant chaque assemblée générale, de même que chaque fois que cinq de ses membres au moins en font la demande.

Les convocations sont envoyées au moins huit jours d'avance et l'ordre du jour, quarante-huit heures d'avance.

Cependant, en cas d'urgence, le conseil d'administration peut être convoqué dans les plus brefs délais.

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux dressés par le secrétaire général.

Une copie de chaque procès-verbal est adressée aux membres du conseil d'administration.

En cas d'empêchement du président, il est remplacé par la personne qui exerce depuis le plus longtemps la fonction de membre du conseil d'administration.

En cas d'égalité d'années de fonctions, le membre le plus âgé est désigné.

Art.8 : Sanction

Le conseil d'administration a le droit de donner un blâme à un de ses membres.

Un administrateur peut être suspendu par les autres administrateurs jusqu'à l'assemblée générale suivante.

Ces décisions sont prises à la majorité des deux tiers après que l'administrateur ait eu la possibilité d'être entendu par le conseil d'administration.

Elles doivent être motivées.

Art. 9 : Commissions

Des commissions peuvent être constituées par le conseil d'administration.

Celui-ci détermine leur composition et leurs compétences.

Le président et le secrétaire général peuvent assister avec voix consultatives aux réunions de chaque commission.

Art. 10 : Distinction

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale peut conférer le titre honorifique de leur mandat à un ancien président ou à un ancien membre du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut octroyer des distinctions honorifiques à des personnes qui ont rendu de grands services à l'association.

CHAPITRE IV : COMITE DIRECTEUR

Art. 11.

Les présidents des comités sportifs peuvent être représentés aux réunions du comité directeur par leur vice-président ou leur secrétaire ou toute autre personne dûment mandatée à cet effet.

CHAPITRE V : COMITES SPORTIFS

Art. 12 : Composition

Le président de chaque section sportive forme son comité

Art 13 : Attributions

Ils peuvent de leur propre autorité prendre à l'égard des membres de leur section des sanctions, telles que blâme, avertissement, suspension, exclusion.

Il est permis aux comités sportifs d'engager toutes dépenses sortant du budget approuvé, d'un montant inférieur ou égal à 2.500 €(deux mille cinq cents), dans le cadre de leur budget.

Pour les dépenses d'un montant supérieur, l'accord préalable du comité directeur est requis.

CHAPITRE VI : INSTALLATIONS

Art. 14 : Mesures générales

Toute personne est responsable des dégradations qu'elle cause, volontairement ou non, aux installations, plantations et autres biens de l'association.

Outre les frais de réparations ou de remplacement, le comité directeur, en cas de dégradations volontaires, pourra imposer aux responsables toute sanction qu'il jugera utile (tels que, par exemple, une amende, des travaux dans l'intérêt général du club, etc.).

Les animaux non domestiques sont interdits.

Les propriétaires ou gardiens d'animaux domestiques devront prendre toutes dispositions pour que la présence de ceux-ci ne constitue aucun trouble.

Les animaux domestiques sont interdits sur la pelouse devant le chalet ainsi que dans le chalet. Ailleurs leur présence en laisse est tolérée.

Art. 15 : Fréquentation du club

En dehors des personnes appelées à s'y trouver pour des raisons particulières, sportives ou autres, seuls les membres sont admis à fréquenter le club.

Le comité directeur pourra autoriser les candidats membres à y pratiquer un ou plusieurs sports et à fréquenter le club à titre provisoire.

La fréquentation du club n'est autorisée que dans un but de sport ou de délassement. Il est expressément défendu de s'y livrer, sous quelque forme que ce soit, à des opérations professionnelles ou lucratives ou à des manifestations d'ordre politique ou à des jeux d'argent, sauf autorisation spéciale du comité directeur.

La mise à disposition de salles est autorisée par le comité directeur moyennant un droit d'occupation.

Une tenue et une conduite parfaitement correctes sont de rigueur.

Aucun vêtement ou équipement, de sport ou autre, ne peut être déposé en d'autres emplacements que ceux prévus à cet effet.

Art. 16 : Vestiaires

Toute personne doit maintenir les vestiaires dans un état normal de propreté.

Il est formellement interdit d'y amener de la nourriture, des boissons et des verres.

Les vêtements et objets trouvés sont conservés pendant un mois. Passé ce délai, ils sont considérés comme abandonnés et peuvent être vendus au profit de l'association.

Les utilisateurs des sanitaires sont invités, dans l'intérêt commun, à ne pas occuper les douches trop longtemps, à fermer convenablement les robinets après usage et à éteindre les lumières quand ils sont les derniers à quitter les vestiaires.

Art. 17 : Parc

Il est strictement interdit de cueillir des fleurs, de grimper aux arbres, de jeter des papiers, des boîtes, des bouteilles ou des débris, en un mot d'abîmer ou de modifier en quoi que ce soit le parc dans son essence ou dans son aspect.

Les tables, chaises ou fauteuils de l'intérieur du chalet ne peuvent être déplacés sur les pelouses. Les sièges de terrasse ne peuvent être transportés sur les terrains de sport.

Il est interdit de rouler à vélo ou à moto à l'intérieur des installations.

Art. 18 : Parking

Les autos, motos, vélos, etc. doivent être parqués aux endroits réservés à cet effet.

L'entrée et la sortie des véhicules doivent se faire lentement.

Le parcage des voitures se fait de manière rationnelle, de façon à permettre d'utiliser au maximum l'espace disponible et à ne pas gêner le mouvement des autres voitures. Pour ne pas gêner l'accès aux installations des véhicules d'urgences et des véhicules utilisés par des personnes handicapées, il est interdit de se parquer à proximité des barrières.

Le parking arrière, à proximité des vestiaires, est réservé aux personnes autorisées. Les clés pour y accéder sont à usage strictement personnel.

Art. 19 : Enfants

Les enfants, même non accompagnés, demeurent sous la responsabilité de leurs parents.

Art. 20 : Chalet

D'une manière générale, il est défendu de se tenir en tenue de sport dans le restaurant, le salon et la véranda.

Il est interdit de fumer dans les vestiaires et le chalet.

Il convient de maintenir un niveau raisonnable de musique.

Sauf accord du comité directeur, les soirées commençant après vingt-deux heures sont interdites aux moins de dix-huit ans.

Avec l'autorisation du comité directeur, le restaurant peut, dans certaines occasions (assemblées, réceptions, fêtes, etc...), être réservé aux organisateurs de ces manifestations.

Les membres qui auraient à se plaindre d'un manquement quelconque dans le service du tenancier doivent s'abstenir de toute discussion avec ce dernier. Ils saisissent de leur réclamation le comité directeur ou les dirigeants ayant dans leurs attributions la liaison avec le tenancier.

Il est interdit d'apporter au chalet des boissons et repas à consommer sur place.

Il est défendu de se tenir dans les locaux privés du tenancier ou dans les endroits réservés au service (comptoir, cuisine, etc...).

CHAPITRE VII : PRATIQUE DES SPORTS

Art. 21 : Dispositions générales

Pour pratiquer leur sport, les membres doivent être en ordre de cotisation. Les membres ne peuvent, sans l'accord préalable de leur comité sportif, défendre en matches officiels ou amicaux les couleurs d'un autre club de même nature.

Les membres sont tenus de respecter les valeurs et l'éthique sportive en toutes circonstances.

Art. 22 : Dispositions spécifiques au tennis

Chaque année le comité tennis fixe la date exacte d'ouverture et de fermeture des terrains, aussi bien pour la saison plein air, que pour la saison d'hiver.

Pour avoir accès aux courts, une tenue correcte est obligatoire.

Il est interdit de fumer sur les courts.

Les chaussures doivent être de tennis pour terrains en terre battue, sans talon et à relief de semelle peu marqué. Les chaussures de jogging sont interdites.

L'accès de certains terrains peut être réservé par le comité sportif à l'entretien, à l'entraînement, aux matches, aux cours, aux interclubs, etc...

Le comité tennis fixe le règlement des réservations des terrains été et hiver

En semaine, les réservations peuvent se faire par Internet ou par téléphone auprès du secrétariat. Les jours d'affluence, l'occupation des courts est subordonnée à l'inscription des joueurs au tableau horaire. Seuls les joueurs inscrits au tableau peuvent jouer.

Les membres qui occupent un terrain sont tenus de quitter celui-ci dès qu'a pris fin le temps de réservation et de passer le filet après chaque occupation, y compris en fin de soirée.

Les jours d'affluence, un membre du comité sportif, peut réduire le temps consacré aux simples ou même les interdire.

Interclubs:

Les capitaines d'équipe veilleront à remplir les feuilles d'arbitre. Ils feront rapport au comité tennis de tout manquement à la discipline, à la sportivité ou à la bonne réputation du club commis par un joueur ou un officiel du club.

Le comité tennis se réserve le droit de réclamer le remboursement de toute pénalité (amende ...) qu'il se verrait contraint de régler notamment à l'AFT, à raison d'une faute ou d'une négligence.

Invités

Au cours d'une même saison, chaque membre peut inviter en sa présence trois fois au maximum une personne non-membre.

Une personne non-membre ne peut être invitée que trois fois au plus au cours d'une même saison.

Il sera tenu de consigner dans le livre ad hoc, le nom de ses invités et le sien. L'invitant devra acquitter la quote-part de ses invités au secrétariat ou au bar.

Règlement spécial pour les terrains de tennis couverts.

Hiver

Ne peuvent se trouver sur les terrains couverts, que les pratiquants qui ont choisi soit de souscrire un abonnement saisonnier soit de réserver les heures volantes. Celles-ci sont les heures laissées vacantes par les abonnés. Dans les deux cas, les membres doivent être en ordre de paiement.

Les lumières sont commandées depuis le secrétariat ou le bar.

Elles sont programmées automatiquement par minuterie. En cas de location horaire, elles peuvent être commandées par des jetons ou depuis le bar ou le secrétariat.

Eté

Le tennis couvert est occupé en été par les cours de jeunes.

En cas de mauvais temps, il est loisible aux membres de réserver les terrains couverts aux conditions habituelles les heures volantes.

Une dérogation, pour le droit d'occuper les terrains n° 7 à 12 , en fonction des circonstances et selon modalités à arrêter, peut être octroyée à l'école

Les terrains extérieurs n° 1 à 6 sont réservés en priorité absolue aux membres.

Art. 23 : Dispositions spécifiques au hockey-sur-gazon

Le comité sportif détermine les terrains mis à la disposition des équipes pour les matches à domicile ou les entraînements.

Il n'est permis de s'entraîner qu'en tenue de sport. Les chaussures doivent être spécialement adaptées à la pratique du hockey-sur-gazon synthétique.

Lorsque le terrain est occupé par un groupe restreint ou n'utilisant qu'une partie du terrain, celui-ci ne sera que partiellement éclairé.

L'éclairage sera éteint immédiatement après l'entraînement et au plus tard à 22 heures.

Les capitaines d'équipe veilleront à remplir les feuilles d'arbitre. Ils feront rapport au comité hockey de tout manquement à la discipline, à la sportivité ou à la bonne réputation du club commis par un joueur ou un officiel du club.

Le comité hockey se réserve le droit de réclamer le remboursement de toute pénalité (amende ...) qu'il se verrait contraint de régler notamment à l'ARBH, à raison d'une faute ou d'une négligence.

Les déconvocations doivent être adressées dès connaissance au responsable ou au coach de l'équipe.

L'accès au nouveau terrain devra se faire obligatoirement par l'itinéraire fixé par le comité.

Les détériorations de clôtures ou la prise de raccourcis seront sanctionnées.

CHAPITRE VII : RESPECT DES STATUTS ET DU REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Le conseil d'administration et le comité directeur assurent l'application des dispositions des statuts et du présent règlement. Tout dirigeant a le devoir de saisir le Conseil

ou le comité directeur de toute infraction qu'il constaterait et le droit de rappeler les membres au respect desdites dispositions.

Sous réserve d'en saisir le conseil d'administration au plus vite, tout administrateur a le droit, dans les cas urgents, de prendre immédiatement toute mesure conservatoire, disciplinaire ou autre, qui s'avèrerait nécessaire.

Le comité directeur peut prendre à l'égard des membres qui contreviendraient aux dispositions des statuts ou du présent règlement, les mesures disciplinaires suivantes :

- rappel à l'ordre
- blâme
- amende
- suspension.

Les décisions rendues en matière disciplinaire sont sans recours.

Tout membre qui se trouve passible d'une sanction a le droit d'être entendu.

Il peut être assisté d'un conseil.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 24 :

L'ASBL R. UCCLE SPORT T.H.C. décline toute responsabilité du chef de perte, incendie, détournement ou soustraction d'objets déposés ou abandonnés dans les installations.

Elle décline toute responsabilité du chef d'accidents survenus aux membres et aux visiteurs lors de la pratique d'un sport ou lors de la fréquentation des installations.

Tous les cas non prévus par le présent règlement seront tranchés par le conseil d'administration.